

RÉSEAU

Sortir du nucléaire



LA LETTRE D'INFORMATION

Fédération de
612 associations

9, rue Dumenge F-69004 LYON • Tél : 04 78 28 29 22 • Fax : 04 72 07 70 04 • Internet : www.sortirdunucleaire.org

n° 11 • octobre 2000

SOMMAIRE

Quelle volonté politique ?.....	2
Fuites radioactives.....	3
Bure : 2 mois pour dire non.....	4
Nucléaire encore rentable ?.....	6
La Turquie ne veut plus de nucléaire.....	7
Effets internes de proximité.....	8
Tibet : poubelle nucléaire.....	9
Zéro consommation.....	10
En attendant le plein rendement des renouvelables.....	12
ACRO, stop ou encore.....	13
À lire : France, poubelle nucléaire.....	14
Collectifs antinucléaires.....	16
Désastre sismique.....	17
Changement climatique.....	18
Infos Réseau.....	20



Dessin de Lidwine

VOLONTÉ POLITIQUE

Le 5 juillet 2000 s'est déroulé à l'Assemblée nationale le premier colloque « Sortir du nucléaire », organisé par Yves Cochet (député Vert). Le Réseau, invité à la dernière minute, a décidé d'y participer à titre d'observateur quitte à intervenir si des propos trop choquants devaient être tenus, ce qui fût le cas. Dans la présentation de la première table ronde, Denis Baupin (porteur-parole des Verts), déclare souhaiter « que la France aujourd'hui s'engage dans la seule voie qui nous paraît raisonnable : la sortie du nucléaire ». Le public invité (majoritairement antinucléaire) était sans nul doute toute acquise à cette déclaration, mais, François Roussely (PDG d'EDF) et Christian Pierret (secrétaire d'État à l'industrie) nous ont eux montrés qu'ils n'étaient pas venus pour concrétiser cette idée. Le premier déclarant : « Aujourd'hui, la seule bonne solution à prendre, c'est de maintenir l'option nucléaire. » Le second : « La politique de notre pays est claire : le nucléaire demeure la composante majoritaire de la production d'électricité. » Ils ont déclaré la main sur le cœur, qu'ils allaient écouter la population et développer les énergies alternatives mais refusant malgré les demandes répétées de nous donner les chiffres. Ce n'est point un hasard car Christian Pierret avait annoncé 50 millions de francs, la veille sur une radio nationale, montrant en cela la véritable volonté politique c'est-à-dire insignifiante. Rappelons que le nucléaire mobilise encore à l'heure actuelle plus de

80 % des crédits de recherche sur l'énergie : plusieurs milliards de francs. Après ces déclarations, nous ne pouvons plus ignorer les possibles choix futurs du gouvernement qui pourrait bien enrober le paquet cadeau d'un renouvellement du parc des centrales actuelles avec quelques réalisations bien médiatisées d'alternatives.

Un exemple montrant l'art consommé d'EDF dans le genre : « La France est la première en Europe productrice d'électricité issues des renouvelables. » Vrai, mais ces 15 % correspondent à 14,95 % d'hydraulique et... à 0,05 % d'éolien ou de photovoltaïque, dont on se sert comme miroir aux alouettes et donner une bonne image dans le public.

Les deux tables-rondes suivantes montrèrent que la loi sur la transparence et la refonte des différentes structures de contrôle ne vont pas changer fondamentalement les problèmes mais les diluer un peu plus. Par contre, dans le reste de l'Europe, le nucléaire n'est plus un axe de production d'avenir : les nouvelles orientations sont à l'opposé de la vision franco-française, les plans d'économie d'énergie, la mise en place d'énergies alternatives s'orientent vers un développement durable. Il est clair que la France ne pourra pas d'un côté pousser à la consommation comme l'y contraint le nucléaire (chauffage électrique, climatisation...) et de l'autre porter des campagnes de maîtrise de l'énergie : **il faut donc choisir et maintenant !!!!**

À l'heure où les politiques, après un désaveu clair lors du référendum, se targuent de vouloir renouer avec les choix de la population, le Réseau va faire entendre la voix des 612 associations et des milliers de personnes qui le composent à l'ensemble de la classe politique frappée pour une grande majorité de surdité dès que le mot nucléaire est prononcé.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » a sollicité l'ensemble des partis politiques (hors extrême droite) pour une discussion sur ces questions avec deux objectifs : faire comprendre aux responsables de chaque parti que la volonté d'une majorité des français est de sortir du nucléaire en argumentant sur les choix énergétiques à prendre et connaître leur position sur cette question. Des rencontres ont déjà eu lieu avec des responsables chargés de l'environnement au Parti socialiste, à l'Élysée ainsi qu'avec des responsables des Verts.

Aujourd'hui, une seule chose manque : une volonté politique qui fera basculer les budgets stérilisés par le nucléaire vers une véritable politique de maîtrise de l'énergie, la mise en place d'énergies alternatives (cogénération, gaz à haut rendement...) et les renouvelables (éolien, solaire, biomasse...).

NOUS POUVONS SORTIR
DU NUCLÉAIRE, IL EST PLUS
QUE TEMPS DE LE FAIRE.

André CROUZET

LES CENTRALES VIVENT APRÈS LEUR MORT

La centrale A (soit deux anciens réacteurs) de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher) ne produit plus depuis 1992 mais elle continue à rayonner.

En mai 2000, en tant qu'agent EDF et syndicaliste CGT, j'ai attiré l'attention des autorités de sûreté nucléaire sur la situation très particulière des silos de stockage de graphite radioactif situés sur le périmètre de la centrale nucléaire. Ils contiennent, jetés en vrac, des déchets issus de l'exploitation des deux anciens réacteurs. Ces derniers utilisaient de l'uranium naturel comme combustible, du graphite pour le ralentissement des neutrons et du gaz carbonique pour le refroidissement. Cette filière « uranium naturel graphite gaz » a été la première utilisée en France. À l'époque, on appelait ces réacteurs des « piles atomiques ».

Inquiétants fantômes

Les deux silos en question sont remplis de tubes de graphite dont les directions successives de la centrale annoncent la « vidange » depuis une quinzaine d'années. Récemment, la direction a indiqué qu'une enceinte d'étanchéité allait être construite autour des silos afin de prolonger « l'entreposage », en l'absence de solution d'évacuation pour ce graphite... Dans l'*Inventaire 1999* de l'Andra « État et localisation des déchets radioactifs en France », il est fait état d'un « entreposage » de 1 930 tonnes de graphite irradié sans précision de niveau de radioactivité globale. J'ai fait parvenir à l'Andra un document EDF détaillant le contenu des silos afin qu'elle complète la fiche concernant ce stockage. Datant de mai 1993, le dernier rapport de sûreté de cette installation n'a pas été révisé au bout des cinq années réglementaires et il décrit toujours une installation exploitée par des agents d'un service qui n'existe plus depuis des années... La dernière manœuvre ayant eu lieu en novembre 1994, n'est-il pas temps de déclarer la mise à l'arrêt définitif (MAD)

de cette installation (avec rédaction d'un nouveau rapport de sûreté) ? En attendant, les silos sont considérés en exploitation. Mais pour y mettre quoi dedans ? De quelle façon ? Avec quels agents ? Quels documents ? Il y a là un certain flou. Ne serait-ce alors pas à l'Andra de gérer maintenant un tel stockage ?

On peut noter la forte contamination, notamment en émetteurs alpha (les plus toxiques), des déchets qui y sont stockés. Pour plus de précisions, vous pouvez aller sur le site CGT, (www.atomique.com), à la page de Saint-Laurent.

Du plutonium dans la Loire

Lors d'un accident de fusion dû à une surchauffe locale le 13 mars 1980, vingt kilos d'uranium se sont répandus dans le réacteur n° 2 (d'après un rapport de l'autorité de sûreté de l'époque). Mais il y a eu un autre accident important au démarrage de la centrale, le 17 octobre 1969 sur le réacteur n° 1 où cinq éléments combustible ont complètement fondu (avec combustion partielle). Cinquante kilos d'uranium se sont alors dispersés dans le circuit primaire du réacteur. Pudiquement baptisés incidents, il s'agit en fait de véritables accidents nucléaires. Les structures internes des réacteurs ont été polluées par de l'uranium irradié. Après les longues réparations des réacteurs, il en est resté quelques kg non récupérables, ce qui a provoqué une pollution sur le long terme par activation et oxydation de cet uranium.

Circuits primaires et chaînes combustibles contaminés en émetteurs alpha, les rejets de transuraniens ont donc commencé dès le début de l'exploitation de la centrale. L'absence d'évaporateur et de filtration (pour les liquides) à la station de conditionnement des effluents a conduit forcément à des rejets de plutonium. Dans le cadre d'une déclaration spontanée, j'ai tenu à informer l'Andra de rejets d'émetteurs alpha (entre autre) de 1969 à 1985. Pour la seule année 1980, il y a eu plus d'un milliard de becquerels (GBq alpha) de reje-

té directement dans la Loire dont on peut évaluer les proportions à 60 % de plutonium et 40 % d'américium. À comparer à la limite annuelle d'incorporation pour le public de dix becquerels...

EDF attend impuissante

La réalité, c'est qu'il n'y a jamais eu d'études sur le démantèlement (*dixit* la direction) de ces vieux réacteurs de Saint-Laurent-des-Eaux et qu'ils n'ont pas été construits en pensant au démontage. On ne sait ni quand, ni comment, ni où, ni dans quoi, ni à quel prix, on pourra stocker pour l'éternité le graphite irradié des réacteurs de la filière graphite gaz (trois à Marcoule, trois à Chinon, deux à Saint-Laurent, un à Bugey) et des silos associés (La Hague, Marcoule, Saint-Laurent).

Avant tout démantèlement de réacteur, la durée d'attente pour décroissance radioactive prévue par EDF est de cinquante ans, avec toutes les incertitudes inhérentes à un tel délai. C'est illusoire dans le cas de la filière graphite gaz car les périodes radioactives des émetteurs alpha sont trop longues pour qu'il y ait une baisse significative de leur activité en cinquante ans. Pourquoi alors attendre ? Quand bien même il n'y aurait pas de destination pour le graphite irradié, une reprise de ce graphite sera de toute façon un jour nécessaire. Mais EDF préfère laisser ces déchets dans une installation qui ne répond plus aux critères actuels de sûreté plutôt que les mettre dans des conteneurs réglementaires. En plus de laisser les déchets nucléaires aux générations futures, on va aussi leurs laisser les démantèlements à se taper. Et forcément en ayant perdu la mémoire (vivante) des installations. Bon courage à nos petits enfants qui iront les démolir, un jour peut-être...

Michel BRUN,

agent EDF, syndicaliste CGT
Contact : michel.brun@edf.fr



BURE : DEUX MOIS POUR DIRE TOUJOURS NON, EN FACE DU CHANTIER DE L'ANDRA



Cet été, des opposants actifs au chantier du centre de stockage souterrain de déchets nucléaires de Bure, situé à la frontière Meuse-Haute-Marne-Vosges, se sont relayés sans discontinuer juste en face des travaux de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Au départ de cette histoire, une réunion en mai pour mettre en route cette occupation. Pour nous aider, un membre du Man (Mouvement d'action non-violente) dont la rencontre a été déterminante. Ainsi se sont précisés les mobiles de cette action à long terme, toute nouvelle pour nous, soit établir une présence active et non-violente en face des travaux et surtout, surtout, sensibiliser et informer au maximum sur ce projet insensé, et encore trop méconnu, de l'enfouissement de déchets nucléaires à haute activité. « *Maintenir Bure à la surface des consciences et en faire un véritable lieu de résistance au lobby nucléaire* », cela résume aujourd'hui nos préoccupations majeures.

Deux mois sont donc passés, durs parfois, présence policière quasi permanente, conditions climatiques désastreuses en juillet, camping très sommaire... Mais notre objectif aventureux de départ a été largement atteint et, au-delà des mots, l'expérience humaine a été formidable...

Comme le résume une des personnes du groupe actif de cet été, « *nous avons semé, semé large, et nous ne pouvons pas mesurer encore l'impact de cette action* »...

Au total, plus de deux mille personnes ont fréquenté le camp, passage ou

TÉMOIGNAGE D'UN CAMPEUR BRETON (EXTRAITS...)

Bure : société nucléaire, société policière au pays des droits de l'atome ?

Ambiance sympathique au camp contre l'enfouissement cet été à Bure, devant l'hallucinant chantier de l'Andra. Ce fut un succès malgré le nombre relativement faible de campeurs et la présence policière, indigne d'une démocratie... Il faut du courage pour lutter au quotidien contre le pseudo-labo.

[...] Quel est l'intérêt d'un tel flicage ? Ne vise-t-il pas uniquement à limiter le nombre de manifestants, histoire de permettre au lobby nucléaire et à ses complices locaux et nationaux de se targuer du peu de mobilisation et d'éviter la médiatisation autour du pseudo-labo ?

Dans ce secteur de l'Est de la France, le militantisme n'est visiblement pas une tradition. La présence policière ignominieuse et l'intimidation qui l'accompagne ont d'autant plus de répercussions sur la mobilisation. Il existe d'ailleurs une inadéquation entre les milliers de membres que regroupent les collectifs locaux et la faiblesse numérique lors des rassemblements. Si de tels moyens sont déployés pour réduire l'opposition, c'est que le pseudo-labo est essentiel, primordial dans la stratégie du lobby nucléaire pour rendre acceptable une nouvelle génération de centrales...

[...] Plus largement, le combat contre Bure en particulier et le nucléaire en général doit concerner tous ceux qui sont engagés dans le renforcement des valeurs démocratiques, des libertés publiques et dans le respect des droits humains en ce pays. La France se doit d'honorer ses engagements en matière de liberté d'opinion et d'expression, de liberté de la presse. Or, le nucléaire n'est pas compatible avec la démocratie, le nucléaire ne peut adopter la transparence sous peine d'un rejet considérable de l'opinion et le nucléaire nuit au respect des droits fondamentaux. Après La Hague et son enquête d'utilité publique entachée d'irrégularités en début d'année, le nuage de gaz lacrymogène qui a incommodé la manifestation bon enfant du Blayais le 23 avril dernier, après la camp de Bure sous haute surveillance, il est temps de dire : « le nucléaire, ça suffit » et d'en réclamer une sortie rapide.

Olivier MARC,

Réseau 29 Sortir du nucléaire

installation de quelques jours, sans compter le week-end de rassemblement de fin août.

Si l'action n'a pas provoqué un véritable mouvement de réveil chez les populations environnantes et quasi anesthésiées, des villageois néanmoins sont passés tout au long de l'été, apportant bois, tartes et soupe chaude, ou encore proposant leurs services pour coudre les mètres de drap qui ont servi à la réalisation de notre « monument de la résistance nationale contre l'enfouissement ». Pour imager notre sentiment, « nous avons commencé à dévider un long écheveau de fil » et il va falloir continuer, l'été 2001 sans doute si le chantier se poursuit.

Les militants habituels sont venus essentiellement participer au dernier week-end de manifestation, mais de nombreux régionaux, fait nouveau, se sont déplacés tout l'été pour nous rencontrer, découvrir ou s'indigner devant un tel chantier, repartir avec de l'information.

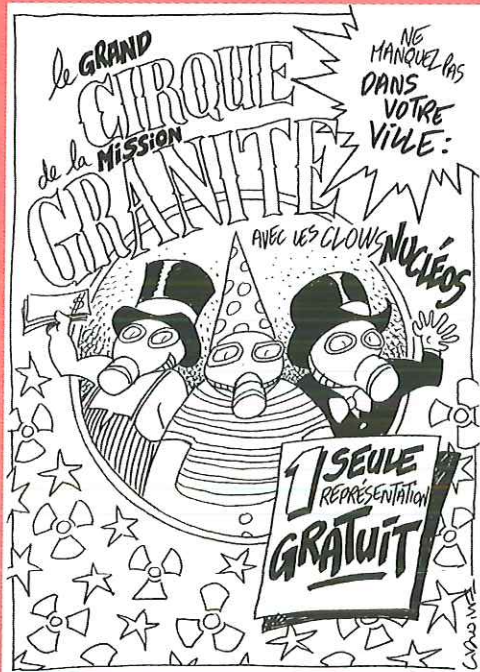
Et puis une aide considérable est venue des « fameux » sites granitiques qui depuis le début de l'année ont repoussé tout nouveau projet de « labo » et mis en échec l'infortunée mission granite, bravant ainsi la loi (Bataille) et le gouvernement.

De l'Orne, du Finistère, des Côtes-d'Armor, d'Aveyron, des Deux-Sèvres, de Mayenne, du Cantal, de Creuse..., ils sont venus, avec leur formidable énergie, campant quelques jours à un mois pour certain, nous apporter leur soutien et condamner avec nous la volonté d'enfouir « ici et ailleurs » des gouvernements qui se sont succédé jusqu'alors.

Les deux mois ont vu aussi la visite d'allemands, beaucoup de jeunes. À l'évidence, la tradition de mobilisation antinucléaire y est ancrée de façon plus vivace qu'en France.

Une réaction unanime a été remarquable. Toute personne passée par le site, au vu de l'ampleur considérable du chantier de l'Andra, de son isolement géographique, de sa surveillance policière, a pu constater qu'à cet endroit baptisé élégamment « laboratoire » se prépare une future poubelle nucléaire souterraine, encore unique en son genre ; et qu'elle verra le jour si nous ne nous mobilisons pas rapidement et de façon plus visible au niveau national.

Le gouvernement n'a toujours pas tiré les leçons des oppositions aux projets de « labo » en sous sol granitique



La Mission granite qui a rendu publiques ses conclusions fin juillet 2000, s'est caractérisée par son incompétence tout au long du dossier. Ses objectifs étaient totalement inadaptés à l'ampleur des problèmes posés par les déchets nucléaires.

Aucun site pour l'enfouissement en site granitique n'a été retenu. La Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement se félicite de la mobilisation massive et efficace de milliers de personnes et d'élus dans tous les départements concernés. Cette mobilisation a conduit en très peu de temps la Mission granite à l'échec.

Néanmoins, la Coordination nationale dénonce l'aveuglement du gouvernement qui réitère encore son attachement à la poursuite

des recherches sur le stockage profond sur deux sites différents : les trois ministres auxquels a été remis le rapport de la mission, « réaffirment l'attachement du gouvernement à toutes les voies de recherche... notamment sur le stockage réversible en profondeur sur deux sites géologiques différents » (communiqué de presse du 27 juillet 2000).

L'obstination du gouvernement dans cette voie de recherche est une provocation face aux arguments avancés depuis toujours par les opposants à l'enfouissement. Arguments basés sur le bon sens, la responsabilité, et la volonté de respect des générations futures.

Les collectifs sont plus que jamais unis dans leur opposition. Ils exigent l'arrêt des travaux à Bure et de toutes recherches de sites non nucléarisés pour l'enfouissement ou l'entreposage : tout sera fait pour qu'aucun nouveau « labo d'enfouissement » préconisé par la loi Bataille ne voit le jour en France. L'arrêt de la production de ces déchets nucléaires dont on ne sait que faire est pour eux impérative. La sortie du nucléaire devient à leur sens une condition incontournable, préalable à toute nouvelle mise en œuvre de la gestion des déchets nucléaires.

CONTACT : Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs, 33 rue du port, 55000 Bar-le-Duc. Tel. 03 29 77 13 85 et 02 99 97 24 47

Notre objectif initial a été atteint, sensibiliser les gens qui sont passés sur le site au problème crucial de la gestion des déchets nucléaires, ce que nous allons poursuivre. La presse régionale a relayé régulièrement nos actions, la presse nationale était bien présente le dernier week-end de rassemblement.

Mais cela ne suffit pas encore. Il s'agit à présent de continuer à contrer toute nouvelle installation du second « labo » d'enfouissement dans le granite préconisé par la loi Bataille, partout en France. Une grande vigilance s'impose.

Il s'agit de s'opposer toujours aux travaux à Bure et enfin il s'agit de faire émerger la question de la production de ces déchets. Quand va-t-on poser enfin les jalons de la sortie d'un nucléaire, dangereux, contaminant, et de plus, véritablement ingérable de par les déchets qu'il produit ???

Corinne FRANÇOIS,
pour les sites Est opposés
à l'enfouissement des déchets
nucléaires : CDR55, CEDRA 52, CENDR 88

LE NUCLÉAIRE EST-IL ENCORE RENTABLE ?



L'été a toujours semblé propice au lobby nucléaire pour rendre ses rapports ou forcer la décision des gouvernements. Ainsi, lorsque Jean-Michel Charpin, commissaire au Plan, Benjamin Dessus, directeur du programme Ecodev-CNRS et René Pellat, haut-commissaire à l'énergie atomique, ont remis en juillet à Lionel Jospin une « étude économique prospective de la filière électrique nucléaire », commandée en mai 1999 et portant sur l'analyse de différents scénarios à l'horizon 2050, nous pouvions nous attendre à une nouvelle manœuvre destinée à pérenniser le nucléaire. Et bien et à la lecture du rapport, pas si simple !

Dans ce rapport de 290 pages, disponible sur internet*, les auteurs ont réduit leurs hypothèses à deux cas de figure de demande (haute et basse) et quatre cas de figure d'offre, soit six scénarios (le cas d'une offre libérale pour une demande basse d'énergie ayant été exclu !).

Si le scénario de demande haute se caractérise sans surprise par le gaspillage actuel et des « modes de consommation à l'américaine », les auteurs sont restés néanmoins très en retrait dans leur perspective de basse consommation puisqu'ils se basent sur une augmentation globale de 47 % de la consommation en 2050 et considèrent par exemple qu'à cette époque 20 % du chauffage sera encore d'origine électrique.

En ce qui concerne la fourniture d'électricité, les auteurs se sont limités à quatre scénarios. Dans le premier scénario, caractérisé par le libéralisme et la dérégulation des marchés, les auteurs reconnaissent eux-mêmes d'office qu'il est « à priori peu propice au nucléaire » ! Dans le deuxième, où l'État redevient interventionniste, le productivisme permet le maintien de la filière nucléaire... Dans le troisième, « l'État français réussit à imposer le nucléaire dans un environnement international peu favorable »... Dans le quatrième, l'État se place dans un contexte de sortie à terme du nucléaire et a pour objectif premier la préservation de l'environnement, la protection de la santé, la prévention des risques : tout un programme !

Ce n'est qu'au final et après avoir croisé ces scénarios que les rapporteurs en sont arrivés à la conclusion que c'est le scénario B4 (basse consommation + sortie du nucléaire) qui est le plus rentable !

Et c'est bien la première fois en France qu'un haut-commissaire à l'énergie atomique nous donne raison : reconnaissant qu'un « arrêt du retraitement en 2010 » permettrait d'économiser 28 à 39 milliards de francs, préconisant en toutes circonstances la maîtrise de l'énergie électrique ce qui représenterait 14 milliards de francs d'économie (mais ce serait mieux si on abandonnait le chauffage électrique), admettant enfin que l'essentiel des coûts du nucléaire se retrouve dans son fonctionnement, et donc qu'un arrêt anticipé ne serait pas si coûteux qu'on pourrait le croire...

Toutefois et en écrivant cette lapalissade économique : « les scénarios de sortie du nucléaire après trente ans de durée de vie pour le parc existant sont toujours plus chers que ceux qui retiennent quarante-cinq ans de durée de vie moyenne », ces mêmes rapporteurs oublient de préciser que le risque de catastrophe nucléaire, déjà bien réel aujourd'hui, augmente significativement avec le vieillissement des centrales, et que le coût réel de la gestion des déchets n'a pas été correctement inclus dans les prévisions.

L'éventualité d'un accident majeur n'est pourtant écartée par personne, y compris les « responsables » du nucléaire français. Avec l'inondation de la centrale nucléaire du Blayais, la catastrophe a d'ailleurs bien failli survenir en décembre dernier et ce, contrairement aux affirmations officielles.

Il est vrai qu'avec un plafonnement de la responsabilité de l'exploitant à 600 millions de francs, l'État devenant « assureur en dernier recours » à hauteur de 1 500 millions, voire 2 520 millions de francs avec le concours de l'Europe, le coût d'un accident nucléaire devient bon marché face au coût d'une marée noire !

Il est vrai qu'en déclarant d'office que le problème des déchets à vie longue « *dépasse nos capacités de projection* », il devient facile de limiter le coût des « *externalités* » (déchets radioactifs) à celui du retraitement du plutonium, et de se débarrasser ainsi d'une évaluation du coût de gestion de ces déchets sur plusieurs milliers d'années alors qu'il n'existe aucune solution technique au monde pour leur élimination. Alors, si le nucléaire n'est pas rentable, s'il est dangereux, pourquoi s'accrocher à une durée de vie de quarante-cinq ans. La réponse est donnée par les auteurs lorsqu'ils déclarent lors d'une conférence de presse que « *ce délai permettrait de progresser dans la recherche de technologies nucléaires plus performantes et plus propres* ». Lorsque l'État français investit aujourd'hui plus de dix milliards de francs dans la maîtrise de la fusion avec le laser Mégajoule (militaire) au Barp, près de Bordeaux, que cette technologie est également en cours de développement aux États-Unis (NIF) et au Japon (civil), il semble que l'histoire pourrait se répéter... et ce sans compter les budgets des recherches actuelles sur des réacteurs plus classiques au thorium !

Mrs Charpin, Dessus, Pellat, nous n'attendrons pas trente ou quarante-cinq ans pour être enchaînés à de nouvelles technologies suicidaires. Les solutions alternatives au nucléaires existent et sont rentables. Notre seul avenir, c'est une décision immédiate de sortie la plus rapide possible du nucléaire !

Alain RIVAT,

Réseau 56 Sortir du nucléaire
alain.rivat@wanadoo.fr



Les citations entre guillemets sont extraites du rapport.

* <http://www.plan.gouv.fr/organisation/seeat/nucleaire/accueilnucleaire.html>

CONTACT

**Réseau 56
Sortir du nucléaire**
52, rue M^{me}-Mole, 56000 Vannes
Tél. 02 97 40 31 12 • Fax 02 97 57 71 88

COUP D'ARRÊT

La Turquie ne veut plus de centrale nucléaire

Dans un communiqué de presse commun de fin juillet 2000, les Amis de la Terre, Greenpeace et le Réseau Sortir du nucléaire qui s'opposaient au projet de centrale nucléaire à Akkuyu en Turquie se sont félicités de l'abandon du projet annoncé par le premier ministre turc.

Bulent Ecevit, premier ministre turc, a annoncé que son pays renonçait au projet de centrale nucléaire sur la côte méditerranéenne au nord de Chypre. Après avoir exprimé de sérieux doutes sur l'avenir de l'énergie nucléaire, Bulent Ecevit a déclaré que « *le monde est en train d'abandonner l'énergie nucléaire. L'Allemagne a annulé son programme. Nous n'avons pas besoin d'investir dans ce secteur* ». Il a souligné que la Turquie concentrerait ses efforts pour améliorer l'efficacité énergétique de ses circuits et investirait dans le gaz naturel et les énergies renouvelables solaire et éolienne.

Le projet d'Akkuyu avait été notamment critiqué car les réacteurs nucléaires devaient se situer sur une faille sismique (Ecemis). « *La Turquie aurait dû faire face aux mêmes problèmes que le Japon qui a été contraint, ces derniers jours, à fermer trois réacteurs nucléaires à la centrale de Fukushima (250 km de Tokyo) en raison des risques sismiques trop importants* » a déclaré Jean-Luc Thierry, chargé du dossier nucléaire à Greenpeace.

Le consortium Framatome-Siemens avait répondu à l'appel d'offre pour la construction de la centrale d'Akkuyu. Il devait bénéficier d'importantes subventions du gouvernement français notamment à travers une assurance-crédit de la Coface contestée par les associations. « *L'énergie nucléaire reste la plus coûteuse et la plus dangereuse. La décision turque est un désaveu économique et financier pour l'industrie nucléaire dont l'avenir dépend des subventions publiques. Malgré nos demandes, le gouvernement français refuse toute transparence et débat sur l'utilisation du budget public par la Coface pour soutenir les exportations nucléaires* » a souligné Hélène Ballande qui coordonne une campagne sur les crédits à l'exportation pour les Amis de la Terre.

Toutes les associations turques et leurs partenaires à travers le monde qui ont mené campagne depuis plusieurs années contre ce projet se réjouissent de cette décision courageuse qui rallonge la liste des pays tournant le dos à l'énergie nucléaire.

Hélène BALLANDE

Les Amis de la Terre, France

CONTACT : Les Amis de la terre, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil

LE TIBET, POUBELLE NUCLÉAIRE DE LA CHINE

Vaste territoire de haute altitude (3 500-4 000 mètres de moyenne), en grande partie désertique, à la population très clairsemée (environ six millions d'habitants sans compter les colons chinois), le Tibet est pour la Chine le pays idéal pour servir de dépotoir aux déchets nucléaires !

Le Tibet, immense et haut plateau qui couvre 2,5 millions de km², soit près de cinq fois la superficie de la France, était resté jusqu'en 1950, date de l'invasion chinoise, un territoire préservé, un véritable sanctuaire de la flore et de la faune. Depuis, le rouleau compresseur de la colonisation chinoise s'est empressé de transformer ce sanctuaire en enfer ! Ces quinze, vingt dernières années ont vu les pollutions de tous ordres grimper en flèche, pollution nucléaire en tête.

Le premier réservoir d'uranium de la planète

Si le sol est pauvre, le sous-sol est d'une richesse insoupçonnée. D'ailleurs, le Tibet est appelé par les chinois, Xizang, ce qui signifie la maison des trésors de l'Ouest ; trésors pillés par la Chine. En effet, on y trouve presque de tout : or, argent, cuivre, platine, tungstène, titane, lithium (50 % des réserves mondiales), fer (40 % des réserves chinoises), pétrole même, et comble de malheur pour les Tibétains, de l'uranium. On estime que **50 % des réserves mondiales d'uranium seraient enfouies autour de Lhasa !!!**

D'après Harry Wu, le célèbre dissident chinois et ancien prisonnier, des prisonniers politiques sont utilisés pour le

dangereux travail d'extraction du minerai radioactif.

À partir de là, de nombreuses installations nucléaires ont surgit sur tout le territoire, essentiellement dans le Nord, en Ando. À l'heure actuelle, au moins cent missiles à tête nucléaire sont enterrés sur le plateau tibétain, région privilégiée pour atteindre n'importe quelle ville d'Inde, l'ennemi de longue date. Ainsi, on comprend mieux pourquoi la Chine a envahi le Tibet !

Non content d'avoir transformé un pays bouddhiste qui cultive la non-violence, en dépôt d'armes nucléaires, la Chine l'utilise depuis une quinzaine d'années comme poubelle à déchets radioactifs ! Mieux même, comme si les résidus toxiques chinois ne suffisaient pas, la Chine cherche à faire rentrer des devises en proposant aux pays sans scrupules, le territoire tibétain comme lieu d'enfouissement de leurs déchets nucléaires ! Certains, comme la Suisse et le Japon ont profité de l'aubaine, d'autres comme Taïwan s'y sont refusés.

Les Tibétains s'intoxiquent à l'eau radioactive...

En effet, le directeur de la sécurité à la compagnie nationale de l'industrie nucléaire avoue naïvement que les déchets radioactifs sont stockés dans des conteneurs en béton prévu pour tenir... dix ans seulement, quand on sait que la matière est dangereuse pour des dizaines de milliers d'années au minimum ! ! ! ! !

De nombreuses sources, rivières et fleuves sont déjà contaminés depuis des années. Lorsqu'on apprend que **le Tibet est le château d'eau de toute l'Asie de l'Est** (sur les hauts plateaux

prennent naissance nombre des plus grands fleuves d'Asie), il y a de quoi frémir d'horreur !

Ainsi, les autorités chinoises savent très bien à quel jeu mortel ils jouent. En effet, les colons sont informés du danger quant aux eaux contaminées, alors que les Tibétains traités avec mépris, sont tenus dans l'ignorance, et boivent cette eau sans se douter du danger qui les guette ! Les maladies se multiplient, des cancers sont constatés, des leucémies, des difformités chez les nouveaux nés... Les nomades avec leurs troupeaux sont particulièrement touchés. La viande de leurs animaux, elle aussi contaminée, est consommée, par ignorance du danger, par les Tibétains, qui de toute façon n'ont pas le choix pour se nourrir !

La population est démunie, désarmée face à ces nouvelles maladies inconnues au Tibet, et dont elle ne soupçonne pas l'origine, faute de la moindre information !

Les autorités chinoises, bien évidemment, démentent toutes ces informations alarmistes et se retranchent derrière le secret défense.

La question des déchets nucléaires concerne toute la planète. Ici, comme ailleurs, il est de la responsabilité des instances internationales de garantir la sécurité des populations.

Roger CHARRETTE,
Lions des neiges

SOURCES : *Green Tibet*, annual newsletter 1998
et *Actualités tibétaines* n° 16.

CONTACT

LIONS DES NEIGES
4, rue Bodin, 69004, Lyon

ZÉRO CONSOMMATION POUR UNE MAISON CONSTRUITE À L'ENDROIT LE PLUS FROID DU JAPON



Une maison « modèle » à consommation zéro a été construite à Asahikawa, Hokkaido, l'endroit le plus froid du Japon. La conception spéciale de cette maison a fait baisser la consommation d'énergie de 80 % par rapport à celle d'une maison classique, tout en assurant un confort accru.

Munie d'un toit constitué de panneaux solaires (photovoltaïques) de 12,5 kW et équipée d'un collecteur thermique de 5 m², elle est capable de produire assez d'énergie pour couvrir ses besoins annuels.

Historique du projet

La consommation en énergie domestique a doublé au Japon au cours des vingt dernières années en raison d'une demande accrue de confort mais elle a connu en 1998 pour la première fois une baisse de 1 % de sa consommation énergétique. La société Misawa Homes Company LTD, un des chefs de file parmi les constructeurs de maisons préfabriquées au Japon, s'est lancée dans un programme soutenu de mise au point de maisons encore plus performantes, dans les domaines de rendement énergétique et de confort. Son dernier modèle de maison préfabriquée, avec des propriétés supérieures

d'isolation thermique et hermétique, conçue pour des régimes climatiques de grand froid, a été largement salué pour son rendement énergétique ainsi que son confort, assurés par sa conception toute nouvelle de collage de panneaux en bois pour la construction des maisons. Cette société, qui commercialise aussi une « Maison photovoltaïque » munie d'un toit constitué de panneaux solaires, poursuit également une politique de « contraintes zéro » pour l'environnement. Cette démarche a abouti à la mise au point d'une maison à « zéro énergie », soit une habitation qui produit autant d'énergie qu'elle en consomme.

Des performances maximales

En février 1996, la première maison modèle à « zéro énergie » et à panneaux solaires construite par la société Misawa fut achevée à Asahikawa sur l'île de Hokkaïdo, le lieu le plus froid du Japon avec des températures négatives pouvant atteindre -41°C .

Les besoins très faibles en énergie de cette maison sont le fruit des améliorations apportées aux propriétés déjà très remarquables en matière d'isolation thermique et hermétique qui caractérisent les maisons préfabriquées de ce fabricant. L'isolation extérieure incorpore des panneaux en laine de verre d'une épaisseur de 80 millimètres. Ceux-ci sont appliqués à l'extérieur des murs, eux-mêmes fabriqués de panneaux en bois remplis de laine de verre de haute densité, collés ensemble par un adhésif moussant et garnis à l'intérieur de panneaux « barrière » en gypse pour encore augmenter l'isolation hermétique. Cette structure de mur extérieur donne une valeur très basse de transmittance (transmission de l'énergie rayonnante à travers un obstacle). Le rez-de-chaussée est isolé au moyen de plaques de mousse de polystyrène de 75 mm d'épaisseur. Toutes les fenêtres ont des encadrements en plastique, en double vitrage à émissivité très réduite, le vide étant rempli d'argon. L'entrée, avec sas coupe-vent, est équipée d'une porte en acier ayant le même niveau d'isolation thermique que les fenêtres.

Les petites fenêtres orientées vers l'est et l'ouest sont équipées de pare-soleil rétractables pour empêcher le soleil du matin et du soir de pénétrer trop loin dans la maison, tout en permettant l'accès à une brise rafraîchissante. La façade sud est munie de grandes baies vitrées et d'un large avant-toit, ainsi que d'un balcon assurant de l'ombre à midi. Chaque pièce est pourvue d'au moins deux fenêtres qui permettent une circulation d'air frais à l'intersaison. Le balcon fait aussi office de paravent, et de solarium en hiver, grâce aux surfaces vitrées.

La circulation d'air se fait par convection naturelle et assure donc une cli-

matisation naturelle (chauffage et refroidissement de la maison). En hiver, l'air réchauffé par les canalisations d'eau chaude qui entourent le sous-sol monte par les ouvertures pratiquées dans le plafond pour regagner le sous-sol par la cage d'escalier. Le plan au sol spacieux donne une impression d'espace et d'ouverture, tout en permettant une circulation d'air chaud partout dans la maison.

En été, un climatiseur monté sur le mur en haut du vestibule rafraîchit la maison de la même manière. Une centrale de ventilation avec échangeur de chaleur installée au sous-sol fournit l'air frais. Ensemble, ceux-ci arrivent à créer un climat intérieur agréable avec peu de différences de température partout dans la maison. L'énergie pour cette maison modèle est fournie par un système photovoltaïque d'une puissance de 12,5 kW, qui est également branché sur le réseau national. La totalité du toit est couverte par des panneaux solaires, avec une énergie d'appoint fournie par le réseau. Un système d'eau chaude à énergie solaire muni d'un collecteur à tube en verre sous vide est incorporé dans le parapet du balcon, muni également en appoint de cumulus électriques alimentés en heures creuses au tarif économique. Le dispositif comporte également une petite batterie alimentée par le système photovoltaïque pour parer aux urgences. Des cellules translucides au silice sont installées dans le toit côté nord, où l'on utilise des vasis-tas pour l'éclairage de jour. Pour des besoins en eau non-potable, tels que les toilettes, on utilise l'eau de pluie.

Aspects économiques et performances

Les qualités supérieures d'isolement thermique et hermétique de la maison modèle à « énergie zéro » Asahikawa allant jusqu'à réduire des 2/3 les pertes de chaleur domestique par rapport à une maison « ordinaire » dans cette région, et des 7/8 pour celles de la région de Kanto. Ce niveau élevé de rendement énergétique se traduit par une consommation annuelle estimée à 12 208 kWh pour une famille de cinq

personnes, ce qui représente environ un cinquième de la valeur estimée annuelle de 67 672 kWh pour une famille de cinq habitants une maison de taille équivalente mais de conception classique à Asahikawa. Grâce à une production annuelle d'énergie estimée à 12 222 kWh, assurée par le système photovoltaïque et la chaleur fournie par le collecteur solaire (dans des conditions normales), la totalité des besoins annuels en énergie de la maison est satisfaite. De plus, la conception de cette maison modèle permet une réduction des émissions en CO₂ de deux tonnes/an.

Depuis février 1997, on effectue un contrôle en continu de la consommation réelle de la maison occupée par une famille de quatre personnes. Étant donné le climat de Asahikawa, le coût global annuel pour l'énergie et pour une famille de cinq personnes dans la maison modèle est réduit de 47 % comparativement à une maison classique équivalente et une famille de même taille. En outre, la maison modèle est à même de revendre l'excédent d'énergie produite en heures de pointe (de jour) par le système photovoltaïque tout en consommant de l'électricité de nuit au tarif économique. Cette revente de l'excédent d'électricité au tarif de jour fournira des revenus annuels nets supplémentaires faisant passer ainsi l'économie de 47 % à... 96,7 % !

Merci à **Brian DAYNES** pour son travail de traduction et d'adaptation

CONTACTS

**Misawa Homes
Company LTD**
Ida HIROFUMI

1-1-19 Takaido-Nishi, Suginami-ku
Tokyo 168-8533, Japan
Tél. : 00 81 3 3247 5634
Fax : 00 81 3 53 70 73 24



Nedo Information

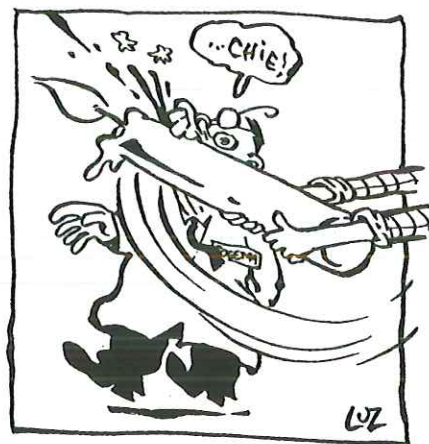
Takashi YONEHAR
Sunshine 60, 30 F
3-1-1 Higashi-Ikebukuro, Toshima-ku
Tokyo 170-6028, Japan
Tél. : 00 81 3 3987 9412
E-mail : caddet@nedo.go.jp

ENTRE LA FIN DE L'ÉLECTRONUCLÉAIRE ET LE PLEIN RENDEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Pollution, effet de serre et épuisement des ressources fossiles sont au cœur du débat national sur les choix énergétiques de la France pour l'horizon 2025.

Les experts indépendants (des lobbies et des idéologies) s'entendent aujourd'hui sur plusieurs constats :

1. L'électricité nucléaire, qui représente 7,3 % de l'énergie consommée dans le monde, n'est pas une solution à la limitation de l'effet de serre. Le tout-nucléaire français pose des problèmes de déchets et de contamination insurmontables à ne pas généraliser au reste de la planète. Aucun gouvernement étranger n'y songe plus d'ailleurs, sauf la Russie et la Chine.
2. Il existe des moyens bien plus efficaces de consommer les combustibles fossiles que la chaudière à vapeur. Ils sont donc plus économes en ressources et moins générateurs de gaz à effet de serre. Ce sont par exemple les turbines à gaz à cycle combiné, la cogénération (chaleur + électricité), les piles à combustible pour le chauffage ou les transports...
3. La généralisation et la dissémination sur tout le territoire de l'emploi plus direct de l'énergie solaire (éoliennes, petites turbines hydrauliques, solaire thermique et photovoltaïque, biogaz à partir des déchets organiques, combustion ou gazéification du bois...) pourraient conduire à terme à un taux de 25 % d'énergies renouvelables consommées en Europe (en plus des barrages hydroélectriques actuels).



Le point deux de ce propos me semble le plus important aujourd'hui pour combler la période de développement des énergies renouvelables, mais c'est cependant le moins inventorié et le moins mis en avant.

Voici les différentes voies évoquées dans le petit livre édité en 1998 par les Verts sous le titre : *Le nucléaire et la lampe à pétrole* et diffusé par le Réseau (30 F, port compris) :

1. Il y est rappelé que la combustion du gaz ne produit que 1/3 du CO₂ produit par celle du charbon et que les réserves en sont abondantes. La technologie des turbines à gaz à cycle combiné permet des rendements de 60 %, le double de celui des chaudières à vapeur. Ce rendement peut être plus élevé par la cogénération simultanée de chaleur (cycle Cheng).
2. La cogénération (chaleur + électricité) permet outre des rendements élevés, une décentralisation de la production d'énergie et une économie de réseau de transport de l'électricité, ce qui permet d'améliorer la protection des paysages (Gorges du Verdon) et la fiabilité de la fourniture (tempêtes). La distribution de la chaleur en réseau

est aussi un facteur d'efficacité énergétique surtout lorsque le combustible est sur place, comme le bois par exemple en milieu rural.

3. Outre l'amélioration du rendement de la production d'électricité, qui économise les ressources et limite les gaz à effet de serre, il existe aujourd'hui des moyens de moins consommer avec le même service. C'est le cas bien connu des lampes basses consommations dont l'emploi pourrait être plus favorisé. Des études ont aussi été faites pour sélectionner les matériels électroménagers les moins gourmands en énergie (Cabinet Sidler). La régulation et une conception moderne des moteurs industriels permettent aujourd'hui des économies substantielles de consommation de courant. D'après la DGEMP (service dépendant du ministère de l'industrie), après 1973, les programmes de maîtrise de la consommation d'électricité ont permis une réduction de 34 Mtep/an avec un investissement de 100 milliards de francs. Ce chiffre est à rapprocher des 500 milliards de francs investis entre 77 et 85 pour produire 56 Mtep/an d'électricité nucléaire.

L'ACRO : stop ou encore ?

L'ACRO est en passe de mettre la clé sous la porte si aucune solution financière n'est trouvée dans les jours qui viennent. Ce ne sont pourtant pas les sujets d'étude et les projets qui manquent, mais sans aucune perspective de subvention, les contrats en cours ne nous permettent pas de continuer nos activités.

L'ACRO (Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest) est un laboratoire indépendant d'analyse de la radioactivité créé à la suite de la catastrophe de Tchernobyl pour permettre au citoyen de s'approprier la surveillance de son environnement. Elle effectue des mesures de radioactivité gamma et bêta, ainsi que des mesures de radon, à la demande de particuliers, d'associations, d'entreprises ou des pouvoirs publics. Elle participe aussi à de nombreuses commissions officielles (CLI, Comité Nord-Cotentin...), publie une revue trimestrielle d'information, *L'ACRONIQUE du nucléaire* et anime un site Internet. C'est sa structure associative, ouverte à tous, qui est la garantie de son indépendance et fait son originalité par rapport aux structures d'expertise officielles.

Aujourd'hui, les recettes de l'association proviennent essentiellement de la vente d'analyses et de contrats d'étude. L'ACRO effectue aussi une surveillance citoyenne de nombreuses installations nucléaires en France grâce au soutien des adhérents présents sur le terrain. Sa participation à de nombreuses commissions officielles est entièrement bénévole, tout comme le travail d'information. Cependant, à l'exception notable d'une subvention du ministère de l'environnement en 1999 et de quelques municipalités, nous n'avons eu aucun soutien public en quatorze ans d'existence. Nous avons besoin, pour assurer la pérennité de l'ACRO, que les pouvoirs publics et les collectivités territoriales et locales prennent leurs responsabilités en soutenant nos activités.

Avec de faibles moyens, mais en contact direct avec la société civile, l'association a mis en évidence de nombreux dysfonctionnements qui avaient échappé aux autorités. Il semble qu'elle possède un capital de sympathie dans la population et elle est très fréquemment sollicitée par des particuliers, des associations et les pouvoirs publics. Alors que plus de transparence et de concertation publique sont largement réclamées à propos de l'industrie nucléaire française, des structures d'expertise scientifique indépendantes telles que l'ACRO sont indispensables au bon fonctionnement de la démocratie.

La décision d'arrêter ou de continuer sera prise courant octobre. Ce sont aussi six emplois qui sont menacés. C'est parce que nous sommes convaincus que l'ACRO a encore un rôle important à jouer que nous lançons un appel à l'aide urgent. Toute aide, même modeste est la bienvenue.

David BOILLEY, ACRO

CONTACT : ACRO, 138, rue de l'Église, 14200 Hérouville Saint-Clair
Tél : 02 31 95 35 34 • Fax : 02 31 94 85 31 • www.acro.fr.st

4. Enfin, le comble du gaspillage de l'énergie réside dans le chauffage électrique avec un rendement voisin de 25 % (35 % à la production moins 10 % perdu dans le transport du courant) à comparer au 80 % obtenus en brûlant le combustible sur le lieu de chauffage. Cependant le chauffage électrique compte pour 17 % de la consommation d'électricité en France et le Commissariat général au Plan prévoit 40 % en 2020 sur la lancée actuelle, surtout si EDF persiste dans sa publicité à laquelle s'ajoute la climatisation.

5. La quasi-totalité des crédits de recherche et développement sur l'énergie étant consacré depuis des décennies au nucléaire, le retard accumulé dans d'autres technologies est considérable. C'est en particulier le cas pour la pile à combustible pour laquelle des transferts de technologie sont indispensables aujourd'hui. L'exemple de la centrale de Chelles (77), fournie par Plug Power, qui alimente environ deux cents foyers en électricité et chaleur pourrait être multiplié avec les autres fournisseurs américains Ballard Power Systems et Avista. Après tout, les cinquante-huit réacteurs à eau pressurisée d'EDF, ne sont-ils pas la transposition d'un brevet américain ?

La fin proche du danger nucléaire et de son cortège de pollution est au prix de ces modernisations. Elles ne s'imposeront pas par la seule loi du marché libéralisé de l'électricité. Il faut aussi une volonté politique de l'État et des Régions par le biais des Schémas de service collectifs. Sinon, c'est la menace de réacteurs nucléaires agonisants et obsolètes comme ceux de l'Europe centrale, qui va peser sur la France durant les vingt prochaines années.

Jean-Pierre MORICHAUD,
secrétaire du Forum Plutonium

CONTACT

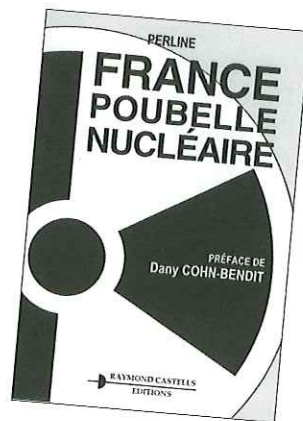
Forum Plutonium
Hameau des oliviers, 26110 Venterol
Tél. 04 75 27 97 67 • Fax 04 75 27 98 46

DERNIÈRE MINUTE

TRANSPORTS DE DÉCHETS ALLEMANDS

Dans la Lettre du Réseau du mois d'avril dernier, Markus Pflüger nous faisait part des oppositions et des actions entreprises en Allemagne lors des transports de déchets nucléaires. Aux dernières nouvelles, les transports pourraient bien reprendre dès la mi-octobre, depuis certaines centrales allemandes vers La Hague (8 châteaux de déchets prévus d'ici la fin de l'année). Les opposants allemands s'organisent, en France plusieurs groupes souhaitent mettre en route des actions solidaires non-violentes. Personnes intéressées par le sujet, appelez le 03 29 45 45 55 (laissez vos coordonnées sur le répondeur, on vous rappelle sans faute) et consultez <http://www.x100omalquer.de/itext-french.html>.

FRANCE : POUBELLE NUCLÉAIRE



À travers son livre, *France, poubelle nucléaire*, Perline nous interpelle par des informations souvent inédites et difficilement accessibles sur les déchets nucléaires et les faibles doses de radioactivité.

Perline, diplômée de l'école des Mines de Paris et docteur ès-sciences-technologie-société, se rend rapidement compte que son seul débouché professionnel était l'armée ou le nucléaire. Elle a préféré passer le reste de sa vie tranquille et abandonner la recherche à but destructif.

Pour l'auteur, il est inconcevable de fabriquer, d'utiliser, de poursuivre le nucléaire simplement parce que « *c'est la mise à mort de la Vie* ». Ce livre pose la véritable question de fond du nucléaire : la société française est-elle prête à payer ce prix, alors qu'aucun autre pays de niveau de vie équivalent n'a jugé bon de poursuivre aussi loin cette pollution infinie et interminable ?

La mise à mort de la vie

Dans une première partie, Perline nous convie à une visite tout à la fois passionnante et inquiétante de notre environnement radioactif. En voici quelques morceaux choisis.

Elle nous montre que la mer a servi de grande poubelle du nucléaire et comment, malgré des accords internationaux, elle est encore violée par les pays non signataires de ces accords. Aujourd'hui, à travers le monde, pour éliminer les déchets à vie longue et à haute activité, les décideurs se tournent vers l'enfouissement en grande profondeur. Les déchets de haute activité devront être confinés pour plus

d'un million d'années. Notons au passage comment des conceptions de confinement d'il y a seulement trente ans sont déjà obsolètes aujourd'hui.

Il n'est donc pas sérieux d'envisager des stockages pour des périodes aussi longues. Une seule chose est sûre dans ce domaine : les futures phases climatiques vont entraîner d'importantes circulations d'eau qui sont le principal vecteur de dissémination des particules radioactives.

Pour ce qui est des déchets faiblement et moyennement radioactifs, les tenants du nucléaire affirment qu'après trois cents ans les stockages seront inoffensifs. Pourtant, ils comporteront encore des milliers de fois la valeur de la radioactivité naturelle. La répétition de ce mensonge finit par lui donner droit de citer.

Parmi les déchets, il y a également les effluents radioactifs : lors du lancement du nucléaire, les systèmes étaient dits étanches. À cause des lois simples de la physique (température, pression, radioactivité...), il y a des fuites et donc des rejets en fonctionnement normal.

Suite à l'extraction du minerai, les mines d'uranium comportent encore 85 % de la radioactivité initiale. C'est surtout le changement de structure (passage de l'état de roche à celui de poussière) qui est source de problèmes. Cette poussière est disséminée par la pluie et le vent.

L'uranium appauvri est issu de l'enrichissement en uranium fissile (U 235) pour les réacteurs nucléaires ou les bombes. Cet uranium appauvri est recyclé à la place du tungstène (car il est moins cher) dans la fabrication de matériel militaire (bombes, tanks...). Huit ans après la guerre du Golfe et

suite à l'utilisation d'uranium appauvri, il a été montré que les gens exposés excrètent toujours cet uranium entraînant la contamination et l'irradiation de leur entourage.

Il est incroyable de penser que le démantèlement n'est envisagé que depuis quelques temps. Il avait été « oublié » alors qu'il représente un volume de déchets de 1,6 millions de tonnes à gérer pour les cinquante ans à venir.

Perline fait ensuite le tour de ce qu'elle appelle le blanchiment des déchets. Il y est question :

- de la fabrication d'engrais et des 20 millions de tonnes de déchets engendrés et laissés en l'état bien que contenant du radium et ses descendants ;
- des déchets du radium qui font partie des plus disséminés et des plus importants à récupérer ;
- du tritium qui est trop difficile à traiter et qui est donc simplement rejeté en très grande quantité (air, mer, rivière).

Jusqu'en 1991, seuls 5 % des 100 000 tonnes de déchets importés ont été retournés dans leur pays d'origine. Depuis 1991, la loi oblige les déchets issus du retraitement à retourner dans leur pays mais les rejets gazeux dans l'air et liquides ne sont bien sûr pas concernés. La Hague occupe 80 % du marché mondial du retraitement.

Après l'achat des populations par la taxe professionnelle, pour faire passer la pilule du nucléaire c'est maintenant le tour de l'effet de serre et l'auteur montre que cet argument est fallacieux car l'Autriche a la même émission de gaz à effet de serre par habitant que la France alors qu'elle n'a aucune centrale nucléaire.

Nos enfants, malades des déchets nucléaires

Dans la deuxième partie de son livre Perline nous invite à considérer comment demain nos enfants seront malades de nos déchets nucléaires. Sans pouvoir tout évoquer, voilà les principaux thèmes abordés.

Elle s'interroge pour savoir pourquoi les faibles doses sont taboues et y répond par le fait qu'il fallait lancer le programme militaire. Il n'y a pas d'étude épidémiologique sur les effets des faibles doses autour des sites naturellement radioactifs. Pour elle, ces études risqueraient de mener à l'arrêt du nucléaire par la démonstration qu'elles feraient de sa nocivité.

La Commission internationale de protection contre les rayonnements ionisants (CIPR) a été créée par les professionnels des rayons en 1928 suite aux maladies et aux décès qui touchaient ces professionnels. La CIPR a publié en 1990 un rapport indiquant qu'il n'existait pas de seuil en deçà duquel une dose de radiation reçue n'avait aucun effet. Elle a défini également que les normes sont des limites d'inacceptabilité en précisant que « *la limite de dose est largement mais de façon tout à fait erronée considérée comme la ligne de démarcation entre l'inoffensif et le dangereux* ».

Pour des raisons économiques, la France attendra l'obligation légale, l'an 2000, soit quinze ans, avant d'appliquer les recommandations de la CIPR en matière de radioprotection. Les considérations sanitaires sont une fois de plus, passées au second plan.

La première étude épidémiologique concernant les ouvriers du nucléaire ne fût réalisée qu'en 1976 par le professeur Mancuso pour le compte du ministre de l'énergie américain. Elle portait sur les ouvriers de l'usine militaire de Hanford. Le professeur trouva une augmentation de cancers pour une exposition de 3 rem alors que la norme était à l'époque de 15 rem. La parution de ses travaux entraîna l'arrêt de leur financement ainsi que le départ de l'éditeur du journal qui avait fait paraître l'étude. Aujourd'hui pourtant, la CIPR valide ses travaux.

L'auteur nous explique ensuite comment les radiations affectent les cellules vivantes. Elle nous précise que les propos rassurants (ministres, certains journalistes...) constituent un appel au meurtre perpétrable par tous les manipulateurs de produits radioactifs. Le crime est parfait puisque les cadavres n'apparaîtront que plus tard.

Le recyclage des déchets faiblement radioactifs dans le domaine public a été tenté mais des campagnes menées

par des associations ont empêché cette filière qui revient à l'assaut aujourd'hui à travers une directive européenne.

Perline fait le tour des groupes particulièrement touchés par les radiations, il s'agit essentiellement des mineurs d'uranium et des travailleurs précaires du nucléaire (appelés nomades). Ils assurent à eux seuls 80 % du travail sous irradiation chez EDF.

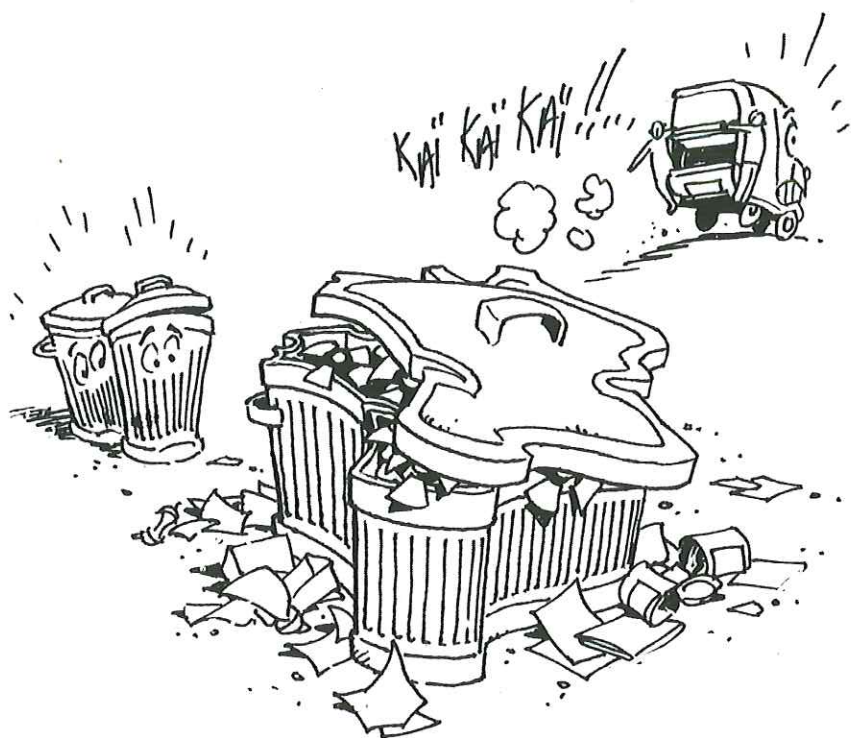
Des études sur les rayonnements électromagnétiques, issus en particulier des lignes THT, montrent qu'il n'y a aucune proportionnalité entre la fréquence, l'intensité et le danger qui, en fait, dépend de chacun. Comme pour la radioactivité, la notion de seuil ne peut fonctionner pour ce type de rayonnements. La désinformation sur les lignes THT reproduit celle qui pèse sur le nucléaire.

L'auteur précise que le nucléaire est abandonné dans les pays où les médias font correctement leur travail suite à la pression des populations bien informées. Elle attend une extension de conscience des étrangers qui refusent le nucléaire chez eux mais consomment sans état d'âme notre électricité nucléaire.

L'auteur note en guise de conclusion que « *la France n'est pas le pays des droits de l'homme* » et « *qu'elle construit pour ses enfants, dans la plus grande opacité, la poubelle nucléaire de l'Europe* ».

Ce livre par les nombreuses références qu'il contient fait partie de ceux qui méritent d'être présents chez tous les citoyens soucieux de l'avenir.

Marc Saint-Aroman



France : poubelle nucléaire, édité aux éditions Raymond Castells, est à découvrir sans faute. Le Réseau vous propose de le recevoir contre un chèque de 141 F (port compris) à l'ordre de *Sortir du nucléaire*. Le précédent livre petit format du même auteur, *Tout nucléaire, une exception française*, est également disponible au Réseau (20 F, port compris).

RADIO PASSIF AUJOURD'HUI...
RADIO ACTIF DEMAIN !!!



ON N'ARRÊTE
PAS LE PROGRÈS...

GOUTAL

POUR DES COLLECTIFS ANTINUCLÉAIRES DANS CHAQUE DÉPARTEMENT

En ce qui concerne le domaine nucléaire, nous avons le plaisir de vous annoncer la naissance du « Collectif de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort contre les laboratoires de recherche en vue de l'enfouissement des déchets radioactifs et contre les nuisances des activités nucléaires civiles et militaires ».

Ces deux départements ne sont pas concernés — du moins pour l'instant — par de tels projets. Néanmoins, nous participons, comme tous les autres Français, à la production de déchets nucléaires par notre consommation parfois inconsidérée d'électricité.

Les collectifs meusiens et environnants, ceux apparus dans les autres sites pressentis pour un laboratoire en terrain granitique ne doivent pas se battre seuls. C'est l'ensemble des citoyens qui doit s'élever contre ces aberrations : l'enfouissement des déchets radioactifs extrêmement dangereux pendant des millions d'années,

la poursuite de la production de ces déchets sans aucune solution sérieuse pour leur traitement, les procédés antidémocratiques qui ont toujours été liés avec le secret nucléaire et qui se perpétuent face au refus grandissant de ces activités.

La Haute-Saône et le Territoire de Belfort ne sont pas pressentis pour l'instant pour de tels laboratoires de « recherche » et ne possèdent pas d'activités nucléaires. Mais, celles-ci ne les épargnent pas pour autant : la centrale nucléaire de Fessenheim est à soixante kilomètres à vol d'oiseau de Belfort et l'important centre nucléaire militaire de Valduc est à moins de cinquante kilomètres à l'ouest de Champlitte. Enfin, le nuage de Tchernobyl a largement contaminé ces départements. Cela suffit amplement à justifier une vigilance et une grande méfiance vis à vis du nucléaire !

D'ailleurs, quel village, quelle ville peut se targuer d'être à l'abri de pollutions radioactives ? Il suffit de parcourir *La France nucléaire* de Mary

Davis (*disponible au Réseau contre un chèque de 140 F, port compris*) pour se convaincre d'une réponse négative !

C'est pour toutes ces raisons que nous pensons qu'il est nécessaire que de tels collectifs se mettent en place dans chaque département. Pour soutenir celui de Bure et les autres dans leur lutte trop inégale, pour obliger nos décideurs, nos élus à rejeter cette hégémonie du nucléaire et ouvrir notre pays à des énergies propres. Pour également faire respecter les engagements pris par nos dirigeants en matière de désarmement et de non prolifération nucléaire. Pour enfin faire renaître un sens civique et citoyen bien endormi par des décennies de torpeur béate ou d'impression d'impuissance.

Jean-Marc DALVAL

CONTACT

Jean-Marc DALVAL
Les Armonts, 70270 La Lanterne
Tél./Fax 03 84 94 31 26

EN CAS DE DÉSASTRE SISMIQUE À CADARACHE : POLLUTION RADIOACTIVE DE LA PROVENCE

Le risque d'un accident majeur existe partout où se trouvent des réacteurs nucléaires, mais à Cadarache dans les Bouches-du-Rhône s'y ajoute une instabilité sismique particulièrement dangereuse.

Sismicité permanente

La fermeture de l'usine fabricant du Mox (combustible à base de plutonium et d'uranium) à Cadarache a été demandée depuis 1995 par l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) en raison de la « *sismicité permanente de la faille "Aix-en-Provence/La Durance", et de la faiblesse de cette usine face aux risques sismiques* ». Nous sommes en septembre 2000 et l'usine fonctionne toujours !

Le problème de la sécurité du centre nucléaire de Cadarache ne doit pas être restreint à la seule usine Mox mais concerne la totalité des installations de ce sites par rapport aux très nombreuses failles jalonnées de séismes historiques et actuels.

Un rapport géologique récent (1), établi à la demande du Collectif rhodanien contre l'enfouissement des déchets radioactifs, indique sans ambiguïté que la sismicité de la région de Cadarache ne peut être réduite à la seule faille d'Aix-en-Provence/La Durance mais concerne l'ensemble du réseau faillé, comme l'a démontré le séisme de Lambesc de 1909 qui a atteint l'intensité IX sur l'échelle MSK

(qui va jusqu'à XII). Lambesc se trouve sur une faille de direction Est-Ouest, Cadarache est situé également sur deux failles chevauchantes sensiblement de même direction.

Il est donc faux de prétendre, comme le laisse supposer l'article du *Monde* du 5 août dernier, qu'un séisme d'intensité égale ou supérieure à IX (c'est-à-dire avec destruction de nombreuses constructions) ne peut survenir dans le secteur de Cadarache.

Non conformité aux normes parasismiques

Le rapport cité plus haut montre que la sismicité locale ne doit pas être sous évaluée, comme le fait la direction du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) de Cadarache par méconnaissance de la géologie et de la tectonique provençales, sans doute poussée aussi par des raisons financières.

En effet, **ni les réacteurs nucléaires, ni les installations de traitement et de stockage de déchets radioactifs, dont certains datent des années 60, ne sont conformes aux normes parasismiques actuelles.**

Dans un rapport (2) du premier ministre et du ministère de l'environnement, une étude de simulation indique que si un tremblement de terre identique à celui de Lambesc de 1909, de même intensité, avait frappé en 1982 la même région, qui regroupait à cette époque là 100 000 habitants, cela aurait pu se solder par 400 à 1 000 morts, 1 800 à 5 000 bles-

sés, 450 bâtiments entièrement détruits et 21 850 bâtiments endommagés. À quels chiffres pourrait-on s'attendre avec un séisme à Cadarache ?

En cas d'accident majeur, la dissémination du plutonium et des déchets stockés à Cadarache pourrait entraîner une pollution des nappes phréatiques et du canal EDF à ciel ouvert qui alimente Marseille en eau potable. Rappelons qu'il y a plus de 60 kilos de plutonium à Cadarache et qu'il suffit d'inhaler quelques micro-grammes de cet élément radioactif extrêmement toxique pour engendrer un cancer mortel.

Jacques MULLER



1) *Sur les dangers d'un entreposage de déchets radioactifs en subsurface ou en surface dans le Sud-Est de la France* par J. Muller et D. Nury, juin 2000.

2) *Nouveau zonage sismique de la France* par J. Despeyroux et P. Godefroy, 1985.

CONTACT

Aprii-Rad

(Association pour la recherche et l'information indépendante sur la radioactivité)

Chemin de Thuve, 04700 Oraison

Tél./Fax 04 92 79 82 05

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET NUCLÉAIRE

Répétant sans cesse que l'énergie nucléaire est une des meilleures, voire la seule solution réelle pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'industrie nucléaire ne ménage pas ses efforts pour être intégrée aux négociations post-Kyoto.

L'exploitation des réacteurs nucléaires est présentée comme une « action d'évitement » qui devrait être prise en compte dans les mécanismes de flexibilité (échanges de permis d'émissions, mise en œuvre conjointe et mécanismes de développement propre) au même titre que l'éolien, le solaire ou l'hydroélectricité...

Une énergie en déclin

Cette tentative apparaît aujourd'hui pour ses promoteurs comme la dernière chance de relancer le nucléaire, qui n'a pas connu l'extension annoncée par ses pionniers et connaît même ses premiers signes de déclin. En 1974, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) prévoyait une fin de siècle nucléaire, avec une capacité installée mondiale équivalente à 4 450 réacteurs de 1 000 MWe. Fin 1999, la même agence ne recensait que 433 réacteurs nucléaires en service dans le monde, soit 8 % seulement de ses prévisions.

Le nucléaire n'est exploité que dans trente-deux pays, et il n'a produit en 1999 que 7,5 % de l'énergie primaire commerciale dans le monde, très loin derrière les ressources fossiles (pétrole : 40 %, charbon : 25 %, gaz naturel : 25 %). Il représente 17 % de l'électricité commerciale, mais seulement 2,5 % de la demande d'énergie finale de la planète.

En 2000, on ne trouve aucun réacteur en construction, commandé ou même planifié en Amérique du Nord ou en Europe de l'Ouest. Le déclin commence à s'observer au niveau mondial : le parc nucléaire a perdu sept unités par rapport à son record historique de 440 réacteurs en service atteint en 1996. Ce bilan n'empêche pas les partisans du nucléaire de bâtir des scénarios très volontaristes de relance du nucléaire, où la question du changement climatique joue un rôle crucial pour influencer les décideurs. L'argument généralement utilisé par le lobby nucléaire est la comparaison directe des émissions de gaz à effet de serre d'un réacteur avec une centrale au charbon. Les chiffres très favorables obtenus sont trompeurs. En particulier, la comparaison doit couvrir toutes les alternatives : le gaz, qui constitue aujourd'hui l'essentiel des nouvelles capacités installées en Europe, et produit 1,5 à 2 fois moins de gaz à effet de serre que le charbon ; mais aussi les autres sources d'énergie et l'efficacité énergétique.

De plus, l'affirmation selon laquelle le nucléaire ne produit pas de gaz à effet de serre est fautive : le processus d'enrichissement de l'uranium pour le combustible nucléaire, fortement consommateur d'électricité, produit indirectement des gaz à effet de serre.

D'autre part, la comparaison ne doit pas s'arrêter à l'électricité produite, mais au service énergétique rendu. Par exemple, la cogénération décentralisée est particulièrement efficace pour le chauffage et l'eau chaude dans le secteur résidentiel, avec des rendements allant jusqu'à 90 %. La quantité d'énergie finale relative fournie par le nucléaire pour ces usages n'est que de l'ordre de 30 %. Ainsi, une étude menée par l'Öko-Institut, en Allemagne, montre que de nombreuses technologies de production d'électricité n'émettent pas beaucoup plus, voire moins de gaz à effet de serre que le nucléaire (35 grammes/kWh) : c'est le cas de l'éolien (20 g/kWh) ou le grand hydraulique (33 g/kWh). Les techniques plus classiques de cogénération, si on leur accorde un « crédit d'émission » pour la production de chaleur (égal, par exemple, aux émissions liées à la production de cette chaleur par combustion de pétrole classique) représentent environ 100 g/kWh pour la cogénération au gaz naturel, et même, grâce aux crédits d'émission, un équivalent d'émissions négatives pour la cogénération au biogaz. Les énergies renouvelables ne joueront pas un rôle majeur à court terme dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les exemples récents de programmes éoliens en Allemagne ou en Inde montrent cependant qu'un accroissement rapide des capacités installées est possible (1 569 MW installés en Allemagne pour la seule année 1999).

UN OUTIL REMARQUABLE ET INDISPENSABLE

Le texte ci-dessus est un résumé de l'excellent rapport *Changements climatiques et énergie nucléaire* (rédigé par Mycle Schneider, directeur de Wise-Paris pour WWF International).

Ce dossier dossier de 21 pages à commander au Réseau.

Unité : 30 F (port compris). Chèque à l'ordre de « Sortir du nucléaire »

PARI CONTRE L'EFFET DE SERRE

« Nous, jeunes de l'Europe, lançons un défi à nos gouvernements : atteindre une réduction de nos émissions de gaz à effet de serre de 8 % en huit mois plutôt qu'en huit ans. »

Tel est le pari lancé par les Amis de la terre Allemagne, gagné déjà dans 222 écoles, et repris dans de nombreux pays. Il est porté en France par Chiche, les Amis de la Terre et le RAC (Réseau Action Climat).

RENSEIGNEMENTS (un 4 pages est disponible) :

RAC, 2b, rue Jules Ferry 93100 Montreuil

Tél : 01 48 58 83 92 / Fax : 01 48 51 95 12

e-mail : thebet.le.pari@bigfoot.com

Internet : www.lepari.citeweb.net

Mais, la solution « la plus immédiate, la plus vaste et la plus rentable », selon les termes du Conseil mondial de l'énergie, pour réduire la consommation d'énergie et la dégradation de l'environnement est l'amélioration de l'efficacité énergétique. Le potentiel est énorme dans les pays industrialisés : entre 30 et 50 % en Europe, 30 et 70 % aux États-Unis selon les estimations.

Les aspects économiques

Quant au nucléaire, son « avantage économique » ne peut être justifié que pour un fonctionnement en base (utilisation uniforme sur l'année), avec des prix du gaz très élevés. Les turbines à gaz, en particulier en cogénération, présentent en réalité un coût moins élevé. Aussi, la concurrence accrue qui résulte de la tendance générale à la libéralisation du secteur de l'énergie n'est pas favorable au nucléaire. Aux États-Unis, six réacteurs ont déjà été fermés suite à l'ouverture du marché de l'électricité. De plus, la dérégulation semble favorable à la poursuite de la baisse de la taille moyenne des installations, et à l'accroissement du rôle de la production décentralisée. Dans ce contexte, le nucléaire n'a aucune chance.

Plus encore que ces difficultés économiques, c'est la politique qui détermine l'évolution du rôle du nucléaire dans le secteur énergétique. Sur les dix-huit pays européens de l'OCDE, la

moitié seulement ont aujourd'hui des réacteurs en service, et quatre de ces neuf pays sont engagés dans des politiques actives de sortie du nucléaire. La principale raison de ces initiatives politiques est la pression sociale : le nucléaire demeure une énergie dangereuse, particulièrement difficile à contrôler ; le problème des déchets nucléaires n'est pas encore résolu, et la prolifération nucléaire constitue une des menaces les plus graves au plan international. Pour toutes ces raisons, le nucléaire ne constitue pas une source d'énergie « durable ».

Nucléaire et effet de serre ?

On observe par ailleurs, au niveau mondial, que les régions ou les pays où l'on produit le plus d'énergie nucléaire sont également ceux où les émissions de CO₂ sont les plus importantes : ainsi, les États-Unis, qui représentent moins de 5 % de la population mondiale, représentent plus de 25 % des émissions totales de CO₂ et produisent 29,4 % de l'électricité d'origine nucléaire. À l'opposé, la Chine, représente une part respective de 21,5 %, 13,5 % et 0,6 % de la population, des émissions de CO₂ et de la production électronucléaire dans le monde. L'analyse de l'évolution entre 1980 et 1997 montre que la pénétration de combustibles non fossiles en Chine sur cette période n'a permis d'économiser que 10 millions de tonnes de carbone,

contre 430 millions économisés grâce aux mesures d'efficacité énergétique.

Seule la France affiche à la fois un niveau de production nucléaire élevé — ses cinquante-neuf réacteurs en service produisent 75 % de son électricité — et un niveau d'émissions de CO₂ relativement bas. La question se pose de savoir si ce modèle est durable et rentable. Une étude prospective réalisée en 1998 par le Commissariat général du Plan indique que, même dans un scénario où l'État agit sur le secteur énergétique dans le but de protéger l'environnement, la consommation finale d'énergie augmenterait de 9 % d'ici 2020. Mais aussi que le scénario le moins émetteur de gaz à effet de serre n'est pas le plus nucléaire. Enfin, le scénario de « laisser-faire » pronostiquait que sans intervention de l'État, le jeu du marché conduirait à la disparition des réacteurs nucléaires à l'issue de leur durée de vie (dès avant 2020 si celle-ci était de trente ans).

Le secteur électrique en France est surtout marqué par une forte surcapacité (114 GW installés pour une pointe de consommation historique de 70 GW en 1993) et par un recours massif au chauffage électrique, deux phénomènes qui encouragent la surconsommation électrique plutôt que l'efficacité énergétique.

La surcapacité de production dans les pays nucléarisés empêche les compagnies d'électricité de faire des efforts dans le domaine de l'efficacité énergétique, de même que leur habitude des grands systèmes de production et de distribution est un frein à la mise en place de systèmes décentralisés. Ce n'est que lorsque des mesures concrètes de sortie du nucléaire (et du modèle des grands systèmes de production) auront été prises que des changements majeurs et des nouvelles initiatives pourront se développer.

Yves MARGNAC,

Wise Paris

CONTACT

Wise-Paris

31, rue de la Colonie • 75013 Paris

INFOS RÉSEAU

INVESTISSEZ DANS NOTRE LOCAL

Encore un effort !

Dans notre précédente *Lettre d'information*, nous vous faisons part de notre manque d'espace au vu du développement important de nos activités. Pendant l'été 1999, la Société civile immobilière (SCI) « Un toit pour l'écologie » (rassemblant Silence, Primevère, Greenpeace-Lyon, Rhône-Alpes Sans nucléaire, Coté-Jardins, Ferme et le Réseau) a pu se porter acquéreur d'un local jouxtant le notre. Après des travaux, le Réseau « Sortir du nucléaire » pourra bénéficier d'un espace indépendant et de beaucoup plus d'espace pour installer ses bureaux. Pour contribuer à payer le nouveau local, nous avons déjà lancé un appel pour qu'une quarantaine de militants participent financièrement (ce qui correspond à la part du Réseau). Les débuts ont été encourageants puisque qu'en plus des neuf premiers souscripteurs, cinq supplémentaires ont pris une part : Roger F. (04110), Christophe S. (25660), Françoise B. (74100), Pierre W. (75010), Annick P. (92130). Nous les remercions très chaleureusement.

Il nous reste donc encore au minimum vingt-six parts à trouver. Pourquoi ne deviendriez-vous pas également copropriétaire de notre local ? Il ne s'agit pas d'un don mais d'un placement (avec une attestation à l'appui). Ce placement n'est pas rémunéré, mais l'argent est récupérable dans les mêmes conditions qu'une vente en copropriété. L'achat d'une part à 2 500 F peut être fait de deux façons différentes :

- soit en prenant 2 500 F (ou un multiple de 2 500 F) d'un coup.
- soit en nous envoyant cinq chèques de 500 F avec un chèque encaissable rapidement et les quatre suivants selon un échéancier que vous pourrez nous préciser (par exemple, tous les trois mois).

Dans tous les cas, le ou les chèques sont à libeller à l'ordre de « Un toit pour l'écologie ». Adresse : « Un toit pour l'écologie » (pour le Réseau), à l'attention de Jacques Caclin, 9, rue Dumenge 69004 Lyon. Renseignements : 04 78 28 34 52 (tél/fax).

« PAS DE RADIOACTIVITÉ DANS NOS CASSEROLES »

La mobilisation porte ses fruits

Comme nous l'évoquions dans notre dernière *Lettre d'information* de juillet, la Direction générale de la santé a publié son projet de décret sur la transposition de la directive Euratom en inscrivant l'interdiction d'ajout de radioactivité dans les biens de consommation et les matériaux de construction. La mobilisation aura donc portée ses fruits même si une vigilance reste nécessaire vis à vis de certaines dérogations qui pourraient être accordées à certains industriels. Vous pouvez donc continuer à diffuser les documents de cette campagne jusqu'à la fin de l'année : les textes législatifs sur la transposition de la directive Euratom (prévue initialement avant le 13 mai 2000 !)

Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge, F - 69004 Lyon
Tél. 04 78 28 29 22 • Fax. 04 72 07 70 04

Retrouvez-nous sur internet :

www.sortirdunucleaire.org

e-mail : rezo@sortirdunucleaire.org

Le Réseau embauche

Le Réseau « Sortir du nucléaire » propose un poste de coordinateur polyvalent à plein temps basé à Lyon en emploi jeune (moins de 26 ans) : travail administratif, accueil téléphonique, suivi de dossiers, déplacements possibles. Devra à terme pouvoir remplacer l'un ou l'autre des deux permanents actuels en cas de nécessité.

Motivé par la cause antinucléaire, bonne capacité d'adaptation, sens des responsabilités, maîtrise de l'outil informatique Mac (Word, Excel, X-Press), bonne capacité de communication (oral et écrit). Salaire Smic (évolutif).

Merci d'envoyer votre candidature (lettre de candidature + CV) au Réseau avant le 30 novembre 2000.

devraient être débattus au Parlement à partir de l'automne avec la loi sur la transparence du nucléaire. D'autre part, pour compléter votre information, écoutez chez vous une conférence passionnante de Roland Desbordes (président de la CRII-Rad) de février 2000 sur le thème « *De la radioactivité dans nos biens de consommation* ». Cassettes audio d'une durée d'une heure 1/2 : 49 F (port compris) à commander au Réseau.

PROCHAINE CAMPAGNE

« Énergie : le gaspillage, ça suffit ! »

Début novembre, le Réseau lancera une nouvelle campagne nationale qui portera sur le thème de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables. À l'approche des élections municipales et cantonales (mars 2001), ce sera l'occasion de montrer à vos élus locaux que vous êtes très vigilants sur ces questions d'énergie et sur la nécessité de mettre en œuvre des démarches locales, concrètes qui participent à la fois à la sortie du nucléaire et à la lutte contre les changements climatiques. Pour cela, un dépliant accompagné de cartes pétitions vous sera envoyé pour vous apporter l'essentiel des arguments de base et afin d'interpeller vos élus. Pour compléter ce document, une brochure (préparée en partenariat avec l'Asder, association membre du Comité de liaison des énergies renouvelables), destinée à vos élus locaux, donnera des informations précises sur des actions menées dans des villes petites, moyennes ou grandes et qui pourraient être reproduites près de chez vous. Tous ensemble, nous souhaitons ainsi informer plusieurs milliers d'élus pour que les bonnes initiatives déjà opérationnelles ne restent plus confidentielles.

Retrouvez tous les informations du Réseau sur notre site internet :
www.sortirdunucleaire.org

Date limite de réception des articles pour le prochain numéro :
15 novembre 2000

Lettre d'information n° 11 • octobre 2000 • abonnement pour un an : 50 F

Directeur de publication et maquette : Patrice Bouveret

Merci à François-Luc Fort pour ses corrections et à Lidwine, Luz, Thiriet, Charb, Goutal pour les dessins.

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

CPPAP : 75 626 • ISSN 1276-342 x • Tirage : 11 200 exemplaires

Imprimé par Sézanne (Bron-69) sur papier 100 % blanchi sans chlore